

La crise économique dont la crise de la covid-19 est le déclencheur **Une transition possible vers une économie pro-climat de « prendre soin »**

Le mot 'crise' s'écrit en mandarin par deux signes signifiant 'danger' et 'opportunité'. En Chine pour les deux premiers mois de l'année, « *la production industrielle s'est contractée pour la première fois en près de 30 ans tandis que les ventes de détail se sont effondrées* » (Radio-Canada, 16/03/20) ce qui annonce sans doute une crise économique mondiale de grande ampleur sur fond d'une économie qui était déjà en panne. On connaît le remède du capitalisme néolibéral appliqué il y a une douzaine d'années : sauver le capital (financier) en infligeant une austérité permanente au peuple travailleur. C'est là le danger. Si la dernière fois, le déclencheur a été un effondrement de capital fictif basé sur le crédit hypothécaire au prolétariat étasunien le plus pauvre surtout noir, cette fois-ci le « cygne noir » est une inattendue mais prévisible pandémie. C'est cette originalité qui en constitue l'opportunité. La bourgeoisie a beau avoir comme priorité le sauvetage de son système comme la dernière fois, elle est contrainte par la pression populaire à littéralement « prendre soin » du prolétariat d'abord.

Dans un premier temps, il lui faut enfin ré-investir dans le système de santé vaille que vaille. Comme la pandémie requiert le maintien à domicile d'un tas de monde infecté légèrement ou susceptible de l'être ou d'être des vecteurs, il lui faut soutenir leur revenu aussi chichement que ce soutien soit. Quand la pandémie dans certaines régions prend des proportions... pandémiques, et même avant, le protocole sanitaire exige d'imposer le confinement général, ce qui tue le commerce et les services traditionnels sur la rue... au bénéfice des GAFAM et de leur *gig economy* plus que jamais surexploitée. Étape ultime, il faudrait — mais seul la Chine est allé jusque là à sa manière — imposer un confinement obligatoire y compris aux travailleurs non essentiels à la reproduction immédiate de la force de travail quitte à compter plus que jamais sur le travail tant gratuit que modestement rémunéré des femmes à la maison et à risque auprès des gens infectés ou susceptibles de l'être.

Comme la bourgeoisie s'accroche avant tout à la sauvegarde de la valeur de son capital toujours à reproduire, ce tournant se fait toujours une étape trop tard et à moitié ce qui peut-être aplatira cette fameuse courbe mais sans aucunement en réduire la surface. Qu'importe, la panoplie de morts ne seront que ces vieilles, incurables et impotentes personnes incapables de produire de la valeur tout en n'en exigeant pour rester en vie. Dans un précédent article ([La crise de la covid-19 en est une du capitalisme globalisé et humanocide](#)), on a vu en long et en large les tenants et aboutissants de cette logique en partant de la réalité des inévitables pandémies dans les sociétés de classe dont le capitalisme est le pinacle et sa variante néolibérale le paroxysme. Et on sait que ces chocs, à défaut de riposte pour plus de justice sociale et de participation populaire tendant à tâtons vers la planification démocratique, sont l'occasion de centraliser et de concentrer le pouvoir politique au détriment d'une démocratie déjà toussoteuse comme ils le sont de concentrer et centraliser les entreprises en super-transnationales que les plus puissants États ne sauraient taxer qu'à leurs dépens.

Un coup de barre à gauche vers une économie de « prendre soin » des gens et de la terre-mère

Toutefois, un coup de barre à gauche maximiserait dans l'immédiat, et pérenniserait après la tempête pandémique, cette croissance de l'économie de « prendre soin » des gens laquelle économie représente le noyau dur du pilier éco-féministe du plan de transition anticapitaliste. Ce pilier est l'envers de la décroissance radicale de la production énergivore destinée à la consommation de masse dont le combat contre la pandémie exige justement qu'on arrête toutes les composantes inutiles à l'alimentation, à l'entretien ménager, aux soins de santé, à l'énergie, au transport collectif et aux communications. S'il faut à court terme endurer l'agro-industrie, l'industrie pharmaceutique et celle pétrolière, rien empêche, au contraire, un contrôle étatique, avec la collaboration des syndicats le cas échéant, de leur production, prix et destination comme antichambre de leur socialisation (étatisation-démocratisation). Le soutien temporaire des revenus à tout un pan du monde du travail soumis au confinement fournit l'occasion, au prorata des rapports de force, de cheminer vers des revenus plus décents et égaux et d'un meilleur soutien sanitaire et social mobilisant la participation citoyenne, comme d'améliorer la santé-sécurité, soit l'écologie des lieux de travail, de celles et ceux devant rester à leur poste.

Préoccupée de la relance post-pandémie, la bourgeoisie, sachant ne plus pouvoir compter sur la politique monétaire stérilisée par les très bas taux d'intérêt hérités de la grande récession de 2008, doit miser sur le budget public avec un dosage de dépenses et de rabais fiscaux oscillant de gauche à droite. Mais ce sera une tentative de restaurer la croissance de la société de consommation de masse et non celle d'instaurer une société nouvelle de « prendre soin » des gens et éco-autochtone de la terre-mère impérativement exigée par la science du climat. Il pourrait en être tout autrement si une dynamique de mobilisation sociale née dans la

pandémie poussait dans cette dernière direction comme cela s'amorce en Italie.

Il s'agirait de mobiliser la totalité de l'épargne nationale, y compris une radicale réforme fiscale, afin de révolutionner les systèmes d'énergie, axé d'abord sur sa conservation; du transport en substituant celui collectif et public aux véhicules solo et privés à essence ou électrique; agricole en substituant l'agriculture écologique à l'agro-industrie; de l'habitation en substituant le logement social éco-énergétique au logement privé spéculatif; de l'aménagement territorial en substituant l'agriculture urbaine, la mixité fonctionnel, le transport actif et collectif et les trajets courts à la ville tentaculaire de l'étalement et de la congestion urbaines. L'apprentissage du contrôle étatique-populaire de la production lors de la pandémie pourrait servir d'école pour préparer l'affrontement avec les hauteurs stratégiques du capitalisme qui remueront ciel et terre, plus précisément argent et répression, pour bloquer cette dynamique menant vers la socialisation du capital financier et des autres transnationales stratégiques dont celles de l'énergie, du transport, de la communication, de la santé et de l'agro-industrie.

Dans le feu de la lutte sociale, la centralisation politique et économique du capitalisme laisserait place à des flots de contrôle populaire tant de lieux de travail et d'étude que de quartier, ce qu'aurait préparée la prise en charge du soutien à la population confinée lors de la pandémie, surtout des gens les plus vulnérables, par des organisations populaires tout comme la protection sanitaire sur les lieux de travail essentiels par les syndicats. Ainsi la mise en place de la planification d'ensemble nécessaire au succès de la transition se ferait-elle dans une dialectique bas-haut et vice-versa ce qui aboutirait à une planification tout à la fois centralisée et démocratique.

Marc Bonhomme, 18 mars 2020

www.marcbonhomme.com ; bonmarc@videotron.ca

Annexe québécoise : **La gauche sociale et politique alignée derrière papa Legault**

Le gouvernement de la CAQ, contrairement aux tergiversations du gouvernement canadien, a su par ses conférences de presse quotidiennes et son style rassurant imités du gouvernement péquiste Bouchard lors de la crise du verglas rassurer pour l'instant la grande majorité de la population québécoise. Mais il faut se souvenir que le Québec n'en est qu'au début de la progression de la courbe exponentielle de la covid-19 non pas par reflet de la réalité mais pas la paucité de la quantité de tests effectués et confirmés.

Il n'en résulte pas moins que le mouvement syndical et populaire (et culturel) s'est enligné complaisamment derrière le Premier ministre qui fait de plus en plus figure de père protecteur de la nation... avec en plus une pincée de critique de la politique fédérale des frontières. Il est assez pathétique, par exemple, de voir les directions syndicales des agentes de bord être décontenancées devant les récriminations de leurs membres face à la déficience de protection sanitaire.

Le plus dramatique, cependant, demeure la démission aplaventrisme de Québec solidaire qui « *a garanti au premier ministre sa pleine et entière collaboration : "La santé publique passe avant la politique"* ». Sauf que face à la pression de certains de ses membres, il a bien fallu dénoncer le comportement aberrant de la Régie du logement qui persistait à expulser des locataires... alors qu'elle remettait à plus tard l'audience des plaintes des locataires, situation que la ministre responsable s'est empressée de corriger.

Le parti a annulé non seulement sa campagne climatique Ultimatum 2020 mais aussi son Conseil national de mai de sorte que sa direction peut diriger le parti pendant des mois sans participation et contrôle de ses membres et de son électorat. Inutile de dire que l'articulation pandémie-crise climatique prend le bord théoriquement (débat sur le Plan de transition) et pratiquement (campagne climatique). Le collectif Solidaires pour la démocratie interne a du pain sur sa planche. Il serait en effet tout à fait possible d'assurer un fonctionnement virtuel du parti à coups de réunions et de présentations internet et de discussions par les réseaux sociaux ce que font de toute façon des Facebook privés de membres du parti.